COMMISSION
EUROPÉENNE

Bruxelles, le 5.12.2016
COM(2016) 754 final

RAPPORT DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN ET AU CONSEIL

Rapport 2009-2015 sur la situation financière du régime d'assurance contre le chômage en faveur des anciens agents temporaires ou contractuels et des assistants parlementaires accrédités se trouvant sans emploi après la cessation de leurs fonctions auprès d'une institution de l'Union européenne

RAPPORT DE LA COMMISSION AU CONSEIL ET AU PARLEMENT

Rapport 2009-2015 sur la situation financière du régime d'assurance contre le chômage en faveur des anciens agents temporaires ou contractuels et des assistants parlementaires accrédités se trouvant sans emploi après la cessation de leurs fonctions auprès d'une institution de l'Union européenne

RÉSUMÉ

Conformément aux Règlements afférents au Régime applicable aux autres Agents (RAA), l'allocation de chômage communautaire est destinée à l'ancien agent contractuel (AC), assistant parlementaire (APA) ou temporaire (AT) se trouvant sans emploi contre son gré (cela exclut, par exemple, les agents démissionnaires). Elle est complémentaire à l'éventuelle allocation de chômage nationale.

Ces allocations sont payées à partir du Fonds spécial de chômage. Ce fonds est financé d'une part par les cotisations des agents potentiellement bénéficiaires et, d'autre part, par celles de l'employeur.

Les conditions d'accès à cette allocation, ainsi que les catégories de bénéficiaires et les taux de contribution, ont subi des changements significatifs qui ont bousculé le système mis en place à l'origine et plus particulièrement la trésorerie du Fonds.

Réforme 2004:

La réforme du Statut des fonctionnaires et du Régime Applicable aux Autres Agents (RAA) de l'Union européenne, entrée en vigueur le 1er mai 2004, a introduit dans le RAA une nouvelle catégorie d'agent engagé par contrat (i.e. agent contractuel - AC) ainsi que de nouvelles règles de contribution au Fonds de chômage (notamment une augmentation de la contribution pour la partie personnelle de 0.4 % à 0,81 %).

Période 2009-2015:

En application du règlement n° 160/2009 du Conseil du 23.02.2009 (JO L 55 du 27.02.2009), les assistants parlementaires accrédités (APA) sont désormais couverts par le Fonds de chômage. À cette occasion les modalités du Fonds de chômage, y inclus le montant de la contribution, n'ont pas été modifiées.

En 2009, le Fonds de chômage présentait un déficit de 4,3 millions d'euro avant de redescendre à 2,6 millions d'euro en 2010. Entre 2011 et 2013, le déficit s'était significativement réduit pour atteindre en fin 2013 1 million d'euro. Durant cette période, la réserve cumulée du Fonds de chômage est passée de 16,1 millions d'euro au début de 2009 à 2 millions d'euro à la fin 2015. Les raisons de ces bouleversements sont multiples et notamment :

- Augmentation du nombre d'affiliés (+ 42 %)
- Augmentation du nombre d'allocations de chômage mensuelles (+ 9 %)
- Augmentation du nombre de bénéficiaires agents temporaires (AT) par rapport au nombre d'AT en activité (de 2,56 % en 2009 à 2.90 % en 2015)
- Diminution du nombre de bénéficiaires agents contractuels (AC) par rapport au nombre d'AC en activité (5,86 % en 2009 à 1,83 % en 2015)
- Introduction de la catégorie des APA (ratio de bénéficiaires APA en 2015 : 8,4 %)

- Augmentation de l'allocation mensuelle moyenne, qui est passée de 1.980 euro en 2009 à 2.063 euro en 2010. La tendance à l'augmentation s'inverse en 2011 et 2012 en atteignant un montant plancher de 1.908 euro. Dès 2013, la tendance s'inverse à nouveau pour atteindre en 2015 2.551 euro avec un pic en 2014 de 2.582 euro. On constate que l'allocation moyenne des APA est en nette augmentation entre 2011 et 2015. En effet, celle-ci passe de 2.096 euro à 2.898 euro en 2014 pour redescendre à 2.525 euro en 2015.
- Augmentation de la durée moyenne en mois du bénéfice à l'allocation, qui passe de 6,9 mois en 2009 à 10 mois en 2015, ce qui a pour effet une augmentation de la durée d'indemnisation de 45 %
- Réduction significative du déficit en 2012 due à une recette exceptionnelle en provenance de l'agence EUIPO ayant remboursé un montant de 1,2 millions d'euro suite à la réintégration d'une vingtaine d'agents en application d'une décision de justice.

Réforme 2014 et perspectives:

La réforme du Statut des fonctionnaires et Régime Applicable aux Autres Agents (RAA) de l'Union européenne, entrée en vigueur le 1er janvier 2014 a modifié la durée maximale des contrats d'engagement des AC 3ter, durée qui est désormais de 6 ans au lieu de 3.

Cette modification de la durée maximale du contrat a eu pour conséquence de diminuer le nombre de bénéficiaires du Fonds de chômage dès 2014. Son effet modérateur aura toutefois tendance à s'estomper à partir de 2017.

Cet impact positif n'a néanmoins pas compensé l'augmentation importante du nombre de bénéficiaires issus du Parlement européen à la suite du renouvellement de ce dernier en 2014. En effet, plus de 600 assistants parlementaires (APA) et 200 AT se sont ajoutés à la population des bénéficiaires du régime d'assurance contre le chômage en juillet 2014.

L'article 28 bis, paragraphe 11, et l'article 96, paragraphe 11, du régime applicable aux autres agents de l'Union européenne (RAA), tels qu'amendés en 2013, prévoient la présentation d'un rapport de la Commission tous les deux ans sur la situation financière du régime d'assurance contre le chômage. En outre, indépendamment du présent rapport, la Commission peut, par voie d'actes délégués, conformément aux articles 111 et 112 du statut, adapter les contributions prévues à l'article 28 bis, paragraphe 7, et l'article 96, paragraphe 7, du RAA si l'équilibre de régime l'exige.

1 LE CADRE REGLEMENTAIRE

1.1 Description du régime

La réforme du Statut des fonctionnaires et Régime Applicable aux Autres Agents (RAA) de l'Union européenne, entrée en vigueur le 1er mai 2004 a modifié les textes juridiques qui régissaient l'éligibilité au bénéfice du Fonds de chômage ainsi que les règles de contribution à ce dernier, et ce, depuis 1985. Les modifications peuvent être résumées comme suit :

Avant mai 2004	Après mai 2004
une couverture contre les risques de chômage uniquement pour les agents temporaires (AT) qui cessent leurs fonctions.	une nouvelle catégorie d'agent engagé par contrat (i.e. agent contractuel - AC) bénéficiant de la couverture contre les risques de chômage.

un taux de contribution de 0,4 % pour la partie personnelle et de 0,8 % pour la partie patronale.	nouvelles règles de contribution au Fonds de chômage (i.e. taux de contribution fixé à 0,81 % pour la partie personnelle et à 1,62 % pour la partie patronale et un abattement forfaitaire de 919,02 euro pour les agents contractuels temporaires et de 1.254,77 euro pour les agents temporaires).
le bénéfice à une allocation de chômage limité à une durée ne pouvant pas dépasser 24 mois.	le bénéfice de l'allocation de chômage est limité à un tiers de la période effectivement prestée comme agents temporaires (AT), agents contractuels (AC) ou assistants parlementaires (APA) et pour une durée ne pouvant pas dépasser 36 mois. L'allocation est plafonnée à partir du 7ème mois de chômage et l'allocation minimale (plancher) a été revalorisée.

Le tableau ci-après présente les plafonds et les planchers selon les différentes populations :

en montants en euros au 1er janvier 2016

	AT	**AC**	**APA**
Plafond (à partir du 7ème mois)	2.760,49	2.070,35	2.142,90
Plancher	1.380,24	1.035,18	910,74

Les montants des abattements, des plafonds et des planchers sont actualisés de la même manière que les rémunérations.

Les allocations familiales éventuelles s'ajoutent à l'allocation de chômage. Pour ce qui est de la cotisation au régime commun d'assurance maladie (RCAM) de l'Union européenne (5,1 % du traitement de base de référence du bénéficiaire), celle-ci est à la charge du Fonds de chômage.

1.2 Références juridiques

- Article 28 bis du régime applicable aux autres agents de l'Union européenne (RAA) tel qu'amendé par le règlement n° 1023/2013 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2013.
- Article 96 du régime applicable aux autres agents de l'Union européenne (RAA) et article 5 de l'annexe au RAA tels qu'amendés par le règlement n° 1023/2013 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2013.
- Articles 135 et 136 du RAA tels qu'amendés par le règlement n° 1239/2010 du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2010 (JO L 338 du 22.12.2010).
- Article 65(1) du statut portant sur l'actualisation des rémunérations et de certains montants.
- Règlement nº 91/88 de la Commission du 13.01.1988, fixant les dispositions d'exécution de l'article 28 bis du régime applicable aux autres agents de l'Union européenne (JO L 11 du 15.01.1989).
- Réglementation de la Commission du 14.07.1988, après commun accord constaté par le président de la Cour de justice le 04.07.1989, fixant les modalités d'application des

dispositions relatives à l'octroi de l'allocation de chômage aux agents temporaires en exécution de l'article 28 bis, paragraphe 10, du régime applicable aux autres agents de l'Union européenne.

2 LA SITUATION DE CAISSE ET D'EXERCICE 2009-2015 DU FONDS DE CHOMAGE

Les deux sections ci-après présentent les évolutions du Fonds de chômage et plus particulièrement les dépenses et les recettes.

Les montants repris sous le vocable « Allocations de chômage » contiennent systématiquement l'allocation de chômage de base, toutes les allocations familiales et l'effet du coefficient correcteur (uniquement pour l'ancien régime). Déduction est faite de toutes les prestations sociales perçues au niveau national (allocations de chômage, allocations familiales, indemnités de maladie, indemnités de grossesse, etc.). En ce qui concerne la contribution au RCAM, comme indiqué sous le point "1.1 Description du régime", celle-ci n'étant pas à charge du bénéficiaire à l'allocation de chômage, elle est financée par le Fonds de chômage (5,1 % du salaire de base de référence du bénéficiaire).

Le Fonds de chômage utilise deux instruments de gestion pour ses dépenses et recettes :

- un compte courant pour l'encaissement des recettes et le paiement des allocations ;
- des comptes à terme pour le placement des surplus cumulés.

2.1 Situation de "caisse" : résultats courants et soldes cumulés 2009-2015

Dans l'optique de comptabilité de caisse, les recettes et les dépenses sont enregistrées au moment où celles-ci sont encaissées ou engagées.

Le tableau 1 donne un récapitulatif des recettes et dépenses telles qu'elles ont été inscrites dans la comptabilité, ainsi que le solde courant qui en découle. Il est à noter, pour 2014, une régularisation des cotisations RCAM dues pour la période 2009-2013.

TABLEAU 1:	FONDS DE CHÔMAGE - SITUATION DE CAISSE - Résultat courant (2009-2015)							
Description		**2009**	**2010**	**2011**	**2012**	**2013**	**2014**	**2015**
		EUR	**EUR**	**EUR**	**EUR**	**EUR**	**EUR**	**EUR**
A. Dépenses								
1. Allocations de chômage	a	15.629.061,27	16.499.622,63	17.466.957,65	16.896.895,27	19.614.428,00	21.183.395,85	21.473.325,97
2. Contributions au R.C.A.M.	b	1.541.084,22	1.336.619,52	1.356.564,94	1.418.251,42	1.188.130,27	1.643.029,41	2.494.181,69
3, Contribution au R.C.A.M. (correction)							1.309.731,17	
Total dépenses	**d=Σa-c**	**17.170.145,49**	**17.836.242,15**	**18.823.522,59**	**18.315.146,69**	**20.802.558,27**	**24.136.156,43**	**23.967.507,66**
B. Recettes								
1. Commission européenne	e	4.894.546,00	4.953.443,30	4.648.897,19	4.463.116,26	4.448.373,71	4.863.000,31	5.204.181,70
2. Parlement européen	f	1.741.579,77	2.511.804,83	2.784.745,51	3.092.314,83	2.736.327,57	3.270.057,75	3.194.779,46
3. Médiateur européen	g	60.521,73	58.519,49	62.495,13	55.338,31	61.723,90	34.872,11	37.817,22
4. Conseil des Ministres	h	229.123,40	250.806,29	179.454,64	178.247,69	180.942,91	209.423,05	193.271,85
5. Cour de Justice	i	827.511,91	795.251,30	842.379,04	809.053,42	854.184,06	937.889,43	938.951,69
6. Cour des Comptes	j	189.400,97	181.846,42	194.205,38	185.868,42	186.096,75	207.492,41	223.336,76
7. Comité Economique et Social	k	131.985,15	103.775,29	115.657,48	104.375,79	89.708,18	101.240,26	97.441,41
8. Comité des Régions	l	112.958,60	101.690,63	91.786,29	108.683,90	121.672,46	85.259,11	102.521,15
9. SEAE	m			444.530,96	725.028,72	878.512,10	962.514,31	980.177,92
10. Agences	n	5.172.825,66	5.937.274,11	9.012.247,93	8.567.450,59	9.581.489,40	9.945.646,15	10.749.215,74
Total recettes	**o=Σe-n**	**13.360.453,19**	**14.894.411,66**	**18.376.399,55**	**18.289.477,93**	**19.139.031,04**	**20.617.394,89**	**21.721.694,90**
C. Corrections comptables	p	378,95	210,47	141,34	-555,82	615,99		
D. Résultat courant	**q=o-d+p**	**-3.809.313,35**	**-2.941.620,02**	**-446.981,70**	**-26.224,58**	**-1.662.911,24**	**-3.518.761,54**	**-2.245.812,76**

Le tableau 2 présente l'évolution des avoirs financiers du Fonds de chômage aussi bien sur le compte courant intégré dans la comptabilité de la Commission européenne (partie I) mais aussi sur les comptes de placement gérés par la DG ECFIN (partie II). La troisième partie donne les surplus cumulés consolidés sur ces deux comptes (partie III).

TABLEAU 2:	FONDS DE CHÔMAGE - SITUATION DE CAISSE - Evolution du solde cumulé (2008-2015)								
Description		**2008**	**2009**	**2010**	**2011**	**2012**	**2013**	**2014**	**2015**
		EUR	**EUR**	**EUR**	**EUR**	**EUR**	**EUR**	**EUR**	**EUR**
I. Compte courant									
A Résultat courant	a	-875.375,30	-3.809.313,35	-2.941.620,02	-446.981,70	-26.224,58	-1.662.911,24	-3.518.761,54	-2.245.812,76
B. Solde compte courant au 01/01	b	1.997.614,25	1.122.238,95	1.362.925,60	2.421.305,58	1.974.323,88	1.946.920,46	2.284.009,22	1.765.247,68
C. Placement à terme d'excédents (-)	c	0,00							
Récupération de fonds placés (+)	c	0,00	4.050.000,00	4.000.000,00	0,00	0,00	2.000.000,00	3.000.000,00	2.500.000,00
D. Solde compte courant au 31/12	**d=a+b+c**	**1.122.238,95**	**1.362.925,60**	**2.421.305,58**	**1.974.323,88**	**1.948.099,30**	**2.284.009,22**	**1.765.247,68**	**2.019.434,92**
II. Placements à terme									
E. Placements financiers au 01/01	e	14.361.095,20	15.040.742,29	11.254.377,44	7.341.814,97	7.444.297,52	7.498.474,35	5.510.176,41	2.510.176,41
F. Versements de (+) et		0,00							
vers (-) de le compte courante	f		-4.050.000,00	-4.000.000,00	0,00	0,00	-2.000.000,00	-3.000.000,00	-2.500.000,00
G. Intérêts bancaires	g	679.276,42	263.584,56	87.462,53	102.508,97	54.211,83	11.702,06		
H. Opérations bancaires	h	370,67	50,59	-25,00	-26,42	-35,00			
I. Placements financiers au 31/12	**i=**	**15.040.742,29**	**11.254.377,44**	**7.341.814,97**	**7.444.297,52**	**7.498.474,35**	**5.510.176,41**	**2.510.176,41**	**10.176,41**
III. Surplus cumulé	**j=d+i**	**16.162.981,24**	**12.617.303,04**	**9.763.120,55**	**9.418.621,40**	**9.446.573,65**	**7.794.185,63**	**4.275.424,09**	**2.029.611,33**

Par rapport à l'année de référence (2009), force est de constater la diminution d'année en année du surplus cumulé. La stabilité relative du Fonds en 2012 provient d'un remboursement par l'EUIPO des allocations de chômage perçues par le personnel réintégré.

Entre 2009 et 2015, le surplus cumulé accuse une diminution de 87 %.

Le tableau 3 présente une synthèse du solde cumulé entre 2008 et 2015.

TABLEAU 3	**FONDS DE CHOMAGE - SOLDE CUMULE (2008-2015)**							
DESCRIPTION	**2008**	**2009**	**2010**	**2011**	**2012**	**2013**	**2014**	**2015**
	EUR	**EUR**	**EUR**	**EUR**	**EUR**	**EUR**	**EUR**	**EUR**
Compte courant	1.122.239	1.362.926	2.421.306	1.974.324	1.948.099	2.284.009	1.765.248	2.019.435
Placements	15.040.742	11.254.377	7.341.815	7.444.298	7.498.474	5.510.176	2.510.176	10.176
Total	**16.162.981**	**12.617.303**	**9.763.121**	**9.418.621**	**9.446.574**	**7.794.186**	**4.275.424**	**2.029.611**

2.2 Situation d'exercice : Résultats courants 2009-2015

Dans l'optique de comptabilité d'exercice, les transactions sont enregistrées afin qu'elles soient rattachées à l'année à laquelle elles se rapportent. Ainsi, certaines recettes encaissées et inscrites dans la comptabilité au début de l'année N sont des retenues sur traitement de la fin de l'année N-1 et certains paiements d'allocations de chômage effectués et inscrits au début de l'année N couvrent des périodes de chômage de la fin de l'année N-1. En comptabilité, ces transactions sont imputées sur l'exercice N-1.

Le tableau 4 présente les recettes et dépenses suivant cette logique et donne ainsi la situation « d'exercice » annuelle des recettes et dépenses du Fonds de chômage.

TABLEAU 4	**FONDS DE CHÔMAGE - SITUATION D'EXERCICE**							
	Résultat courant (2009-2015)							
Description		**2009**	**2010**	**2011**	**2012**	**2013**	**2014**	**2015**
		EUR	**EUR**	**EUR**	**EUR**	**EUR**	**EUR**	**EUR**
A. Dépenses								
1. Allocations de chômage	a	16.253.795,50	16.841.534,08	16.972.413,16	17.686.201,21	18.387.449,16	23.261.989,94	22.824.467,87
2. Contribution au R.C.A.M.	b	1.288.799,91	1.336.619,52	1.356.564,94	1.418.251,42	1.501.348,68	1.959.101,85	1.858.385,28
3. Contribution au R.C.A.M. (correction)	b	186.567,72	242.345,40	300.575,63	323.306,13	256.936,29		
Total dépenses	**d=a+b**	**17.729.163,13**	**18.420.499,00**	**18.629.553,73**	**19.427.758,76**	**20.145.734,13**	**25.221.091,79**	**24.682.853,15**
B. Recettes								
1. Commission européenne	e	4.894.546,00	5.020.949,26	4.581.391,23	4.463.116,26	4.448.373,71	4.863.000,32	5.204.181,70
2. Parlement européen	f	1.828.328,71	2.586.058,14	2.717.646,11	3.092.314,83	2.992.169,14	3.014.216,18	3.194.779,46
3. Médiateur européen	g	56.190,84	59.537,98	60.904,33	55.338,31	61.723,90	34.872,11	34.603,31
4. Conseil des Ministres	h	210.910,63	255.327,32	173.009,84	178.247,69	180.942,91	209.423,05	193.271,85
5. Cour de Justice	i	764.240,92	808.497,25	820.954,60	809.053,42	854.184,06	937.889,43	938.951,69
6. Cour des Comptes	j	173.638,05	185.118,55	189.349,22	185.868,42	186.096,75	207.492,41	223.336,76
7. Comité Economique et Social	k	120.979,35	113.612,89	104.585,11	104.375,79	89.708,18	101.240,26	97.441,41
8. Comité des Régions	l	104.013,85	103.430,10	97.102,43	108.683,90	121.672,46	85.259,11	102.521,15
9. SEAE	m			442.882,65	725.028,72	860.027,72	962.514,31	980.177,92
10. Agences	n	5.302.246,64	6.701.759,40	7.898.427,25	8.468.954,35	9.325.699,93	9.968.578,23	10.709.568,57
Total recettes	**o=Σe-n**	**13.455.094,99**	**15.834.290,89**	**17.086.252,77**	**18.190.981,69**	**19.120.598,76**	**20.384.485,41**	**21.678.833,82**
C. corrections comptables	p	378,95	210,47	141,34	555,82	615,99		
D. Solde courant	**q=o-d+p**	**-4.273.689,19**	**-2.585.997,64**	**-1.543.159,62**	**-1.236.221,25**	**-1.024.519,38**	**-4.836.606,38**	**-3.004.019,33**

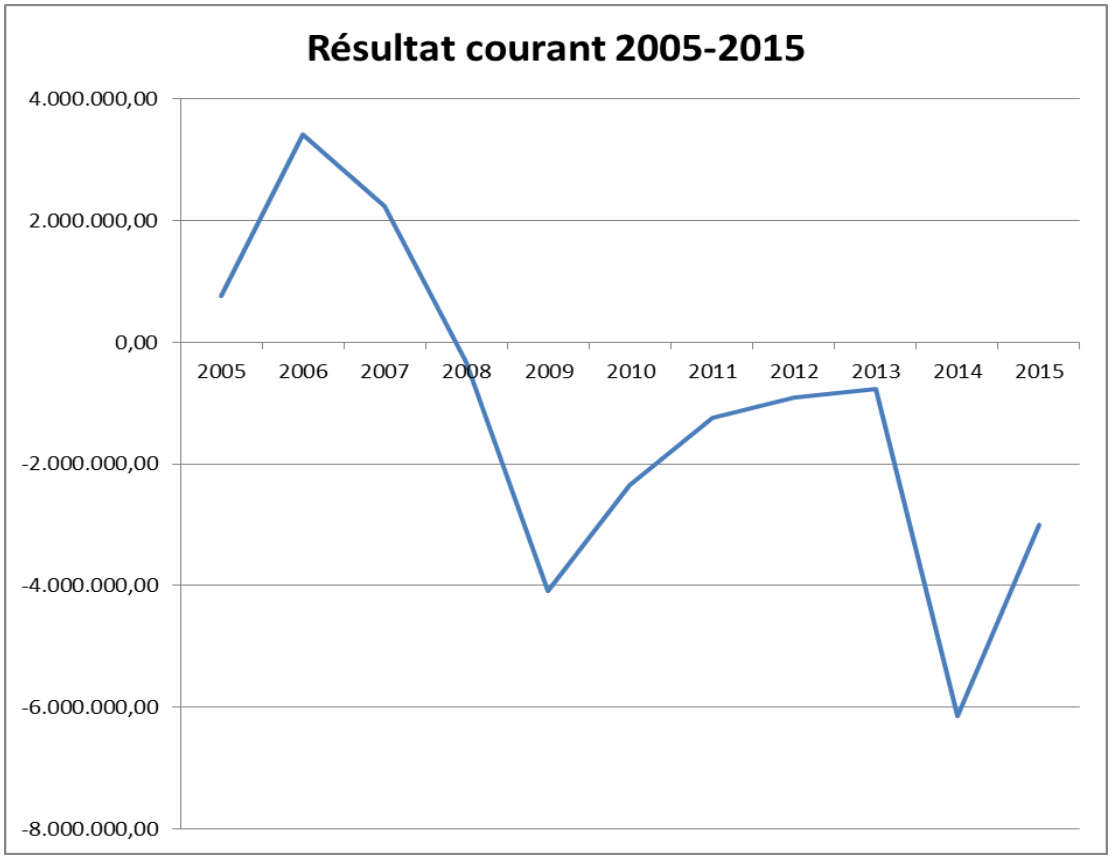
Les recettes et les dépenses ont connu des augmentations importantes depuis 2009. Cette évolution des recettes et dépenses s'explique principalement par :

- la création de nouvelles agences et l'augmentation d'ensemble des effectifs des agences ;
- l'introduction depuis 2004 d'une nouvelle catégorie de personnel (i.e. agent contractuel - AC) ;
- l'intégration en 2009 des assistants parlementaires.

Les effets sur les dépenses ne sont significatifs qu'à partir de 2007, date des premières fins de contrats d'agents contractuels et donc des premières ouvertures au droit au chômage. Cette augmentation des dépenses a été continue jusqu'en 2014 pour redescendre légèrement en 2015.

Le solde déficitaire du Fonds atteignait 4,3 millions d'euro en 2009 pour diminuer progressivement les années suivantes : à 2,6 millions d'euro en 2010, à 1,5 million d'euro en 2011, à 1,2 million d'euro en 2012 et à 1 million d'euro en 2013. En 2014, le déficit s'accentue pour atteindre 4,8 millions d'euro. Cela s'explique par l'augmentation du nombre d'APA qui bénéficient du chômage. L'effet précité s'atténue en 2015 pour atteindre un déficit de 3 millions d'euro.

Le graphique ci-dessous présente la situation susmentionnée.



2.3 Situation d'exercice : ventilation des dépenses et recettes par institution et pour l'ensemble des agences 2009-2015

Le tableau 5 présente la ventilation des dépenses et des recettes par institution ainsi que pour l'ensemble des agences et des Offices. La première partie du tableau présente les montants absolus et la deuxième partie présente les pourcentages par rapport au total des dépenses et recettes. L'effet de fin de législature du PE y est particulièrement visible, avec un bond de la dépense au titre du PE de plus de 8 millions d'euros entre 2013 et 2014. En 2015, les dépenses restent élevées mais néanmoins inférieures à celles de 2014.

Sans tenir de compte du Service européen d'action extérieure (SEAE) pour lequel il est encore difficile d'établir une analyse détaillée en raison du manque de recul, seules les agences ont à ce jour un niveau de contribution supérieur aux dépenses. Cette situation provient notamment du fait que la plupart de leur personnel bénéficie de contrats à durée indéterminée. Il est toutefois à noter

que les dépenses liées au personnel des agences ont fortement augmenté sur la période 2013-2015.

TABLEAU 5 **FONDS DE CHOMAGE - SITUATION D'EXERCICE**

Ventilation dépenses et recettes par institution (2009-2015)

Année		2009		2010		2011		2012		2013		2014		2015	
Libellé		Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
INSTITUTION															
I. En Euro															
A.	Commission européenne	11.863.983,91	4.894.546,00	11.142.342,22	5.020.949,26	10.806.515,42	4.581.391,23	12.154.161,41	4.463.116,26	11.025.462,68	4.448.373,71	7.912.554,03	4.863.000,32	6.317.342,24	5.204.181,70
B.	Parlement européen	1.312.738,04	1.828.328,71	2.614.866,94	2.586.058,14	2.583.108,49	2.717.646,11	2.683.317,89	3.092.314,83	2.707.564,65	2.992.169,14	11.176.441,26	3.014.216,18	10.066.513,69	3.194.779,46
C.	Médiateur européen	42.279,94	56.190,84	26.028,66	59.537,98	42.307,89	60.904,33	95.186,61	55.338,31	58.244,43	61.723,90	45.314,41	34.872,11	24.903,50	34.603,31
D.	Conseil des Ministres	169.606,77	210.910,63	199.892,92	255.327,32	592.446,61	173.009,84	525.534,04	178.247,69	430.602,68	180.942,91	318.316,29	209.423,05	791.534,13	193.271,85
E.	Cour de Justice	432.355,61	764.240,92	488.752,73	808.497,25	635.982,57	820.954,60	645.820,69	809.053,42	538.838,02	854.184,06	643.691,04	937.889,43	641.978,12	938.951,69
F.	Cour des Comptes	123.276,21	173.638,05	193.515,90	185.118,55	242.101,36	189.349,22	111.561,15	185.868,42	195.126,60	186.096,75	222.919,97	207.492,41	106.630,04	223.336,76
G.	Comité Economique et Social	424.185,79	120.979,35	473.652,85	113.612,89	323.723,76	104.585,11	312.283,48	104.375,79	391.877,27	89.708,18	290.180,89	101.240,26	320.095,64	97.441,41
H.	Comité des Régions	294.914,93	104.013,85	442.657,53	103.430,10	414.915,22	97.102,43	304.938,42	108.683,90	382.701,48	121.672,46	191.629,93	85.259,11	140.871,50	102.521,15
I.	SEAE					11.833,96	442.882,65	76.809,55	725.028,72	112.904,98	860.027,72	177.772,20	962.514,31	251.692,16	980.177,92
J.	Agences	2.879.254,23	5.302.246,64	2.596.443,85	6.701.759,40	2.676.042,82	7.898.427,25	2.194.839,39	8.468.954,35	4.045.475,05	9.325.699,93	5.552.002,93	9.968.578,23	6.021.292,13	10.709.568,57
Total		**17.542.595,41**	**13.455.094,99**	**18.178.153,60**	**15.834.290,89**	**18.328.978,10**	**17.086.252,77**	**19.104.452,63**	**18.190.981,69**	**19.888.797,84**	**19.120.598,76**	**26.530.822,96**	**20.384.485,41**	**24.682.853,15**	**21.678.833,82**
II. En % du total															
A.	Commission européenne	67,63%	36,38%	61,30%	31,71%	58,96%	26,81%	63,62%	24,53%	55,44%	23,26%	29,82%	23,86%	25,59%	24,01%
B.	Parlement européen	7,48%	13,59%	14,38%	16,33%	14,09%	15,91%	14,05%	17,00%	13,61%	15,65%	42,13%	14,79%	40,78%	14,74%
C.	Médiateur européen	0,24%	0,42%	0,14%	0,38%	0,23%	0,36%	0,50%	0,30%	0,29%	0,32%	0,17%	0,17%	0,10%	0,16%
D.	Conseil des Ministres	0,97%	1,57%	1,10%	1,61%	3,23%	1,01%	2,75%	0,98%	2,17%	0,95%	1,20%	1,03%	3,21%	0,89%
E.	Cour de Justice	2,46%	5,68%	2,69%	5,11%	3,47%	4,80%	3,38%	4,45%	2,71%	4,47%	2,43%	4,60%	2,60%	4,33%
F.	Cour des Comptes	0,70%	1,29%	1,06%	1,17%	1,32%	1,11%	0,58%	1,02%	0,98%	0,97%	0,84%	1,02%	0,43%	1,03%
G.	Comité Economique et Social	2,42%	0,90%	2,61%	0,72%	1,77%	0,61%	1,63%	0,57%	1,97%	0,47%	1,09%	0,50%	1,30%	0,45%
H.	Comité des Régions	1,68%	0,77%	2,44%	0,65%	2,26%	0,57%	1,60%	0,60%	1,92%	0,64%	0,72%	0,42%	0,57%	0,47%
I.	SEAE					0,06%	2,59%	0,40%	3,99%	0,57%	4,50%	0,67%	4,72%	1,02%	4,52%
J.	Agences	16,41%	39,41%	14,28%	42,32%	14,60%	46,23%	11,49%	46,56%	20,34%	48,77%	20,93%	48,90%	24,39%	49,40%
Total		**100,00%**	**100,00%**	**100,00%**	**100,00%**	**100,00%**	**100,00%**	**100,00%**	**100,00%**	**100,00%**	**100,00%**	**100,00%**	**100,00%**	**100,00%**	**100,00%**

3 ANALYSE DES AFFILIES, DES BENEFICIAIRES ET DES ALLOCATIONS ACCORDEES

3.1 Nombre d'affiliés et contribution moyenne

Le tableau 6 présente le nombre d'AT et AC contribuant au Fonds de chômage, en service au 31 décembre de chaque année.

Le nombre d'AC et d'AT a augmenté, entre 2009 et 2015, respectivement de 40 % et 23 %. Quant aux APA, les premiers bénéficiaires apparaissent en 2011.

Toutes catégories confondues, le nombre d'affiliés a augmenté de 43 % entre 2009 et 2015.

Tableau 6 **NOMBRE D'AFFILIES AU FONDS DE CHOMAGE**
AT, AP et AC en service au 31 décembre de l'année

INSTITUTION	Année	Année	2009			2010			2011				2012				2013				2014				2015			
	Type	Type	AT	AC	TOT	AT	AC	TOT	AT	AC	APA	TOT	AT	AC	APA	TOT	AT	AC	APA	TOT	AT	AC	APA	TOT	AT	AC	APA	TOT
	Grade	Groupe F	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----
	AT	AC																										
I. Commission européenne	AD	IV	802	1.928	2.730	660	1.921	2.581	562	1.719		2.281	501	1.631		2.132	508	1.573		2.081	515	1.887		2.402	532	2.144		2.676
	AST	III	1.180	1.054	2.234	1.022	982	2.004	740	1.027		1.767	545	1.015		1.560	519	979		1.498	447	1.138		1.585	342	1.199		1.541
	AST-C	II		2.123	2.123		2.123	2.123		2.314		2.314		2.367		2.367		2.366		2.366	167	2.539		2.706	218	2.448		2.666
		I		792	792		839	839		828		828		839		839		855		855		844		844		831		831
	Total	**Total**	**1.982**	**5.897**	**7.879**	**1.682**	**5.865**	**7.547**	**1.302**	**5.888**		**7.190**	**1.046**	**5.852**		**6.898**	**1.027**	**5.773**		**6.800**	**1.129**	**6.408**		**7.537**	**1.092**	**6.622**		**7.714**
II. Autres Institutions																												
A. Parlement européenn	AD	IV	457	135	592	452	151	603	443	175	295	913	438	213	456	1.107	492	178	406	1.076	436	191	323	950	444	228	318	990
	AST	III	504	133	637	487	112	599	492	134	793	1.419	485	163	1.121	1.769	573	169	966	1.708	535	197	767	1.499	547	218	851	1.616
	AST-C	II		202	202		214	214		234	420	654		262	589	851		221	496	717	6	218	394	618	22	233	442	697
		I		167	167		168	168		181	193	374		189	224	413		274	203	477		580	161	741		748	178	926
	Total	**Total**	**961**	**637**	**1.598**	**939**	**645**	**1.584**	**935**	**724**	**1.701**	**3.360**	**923**	**827**	**2.390**	**4.140**	**1.065**	**842**	**2.071**	**3.978**	**977**	**1.186**	**1.645**	**3.808**	**1.013**	**1.427**	**1.789**	**4.229**
B. Médiateur européenn	AD	IV	28	1	29	26	3	29	25	1		26	21	1		22	13	2		15	12			12	11	2		13
	AST	III	20	0	20	21	0	21	21	0		21	23	1		24	16	1		17	15	2		17	13	2		15
	AST-C	II		3	3		1	1		1		1		3		3		3		3		3		3		3		3
		I		1	1		2	2		2		2		2		2		2		2		3		3		3		3
	Total	**Total**	**48**	**5**	**53**	**47**	**6**	**53**	**46**	**4**		**50**	**44**	**7**		**51**	**29**	**8**		**37**	**27**	**8**		**35**	**24**	**10**		**34**
C. Conseil des Ministres	AD	IV	85	0	85	96	12	108	60	22		82	61	34		95	66	26		92	51	29		80	33	36		69
	AST	III	79	0	79	60	3	63	44	5		49	19	6		25	35	7		42	48	6		54	31	15		46
	AST-C	II		0	0		11	11		22		22		30		30		21		21	30	22		52	38	38		76
		I		87	87		94	94		97		97		103				117		117		121		121		119		119
	Total	**Total**	**164**	**87**	**251**	**156**	**120**	**276**	**104**	**146**		**250**	**80**	**173**		**150**	**101**	**171**		**272**	**129**	**178**		**307**	**102**	**208**		**310**
D. Cour de Justice	AD	IV	288	17	305	275	11	286	292	18		310	273	10		283	315	6		321	311	11		322	333	20		353
	AST	III	302	13	315	293	19	312	294	13		307	272	23		295	268	34		302	220	29		249	220	37		257
	AST-C	II		9	9		14	14		15		15		13		13		20		20	42	20		62	57	17		74
		I		66	66		69	69		68		68		71		71		73		73		77		77		80		80
	Total	**Total**	**590**	**105**	**695**	**568**	**113**	**681**	**586**	**114**		**700**	**545**	**117**		**662**	**583**	**133**		**716**	**573**	**137**		**710**	**610**	**154**		**764**
E. Cour des Comptes	AD	IV	47	6	53	55	1	56	55	4		59	53	2		55	55	1		56	67	6		73	70	8		78
	AST	III	45	4	49	49	3	52	56	1		57	51	1		52	56	2		58	43	2		45	43	4		47
	AST-C	II		16	16		13	13		11		11		15		15		14		14	8	13		21	10	12		22
		I		35	35		32	32		41		41		41		41		42		42		41		41		39		39
	Total	**Total**	**92**	**61**	**153**	**104**	**49**	**153**	**111**	**57**		**168**	**104**	**59**		**163**	**111**	**59**		**170**	**118**	**62**		**180**	**123**	**63**		**186**
F. Comité Economique et Social	AD	IV	41	10	51	35	5	40	37	12		49	37	6		43	26	10		36	29	10		39	24	6		30
	AST	III	55	9	64	42	6	48	47	3		50	43	4		47	34	2		36	44	4		48	32	3		35
	AST-C	II		10	10		10	10		18		18		10		10		10		10	1	9		10	4	15		19
		I		21	21		21	21		21		21		20		20		20		20		19		19		20		20
	Total	**Total**	**96**	**50**	**146**	**77**	**42**	**119**	**84**	**54**		**138**	**80**	**40**		**120**	**60**	**42**		**102**	**74**	**42**		**116**	**60**	**44**		**104**
G. Comité des Régions	AD	IV	42	4	46	45	5	50	46	3		49	42	6		48	37	2		39	34	7		41	38	13		51
	AST	III	45	10	55	29	12	41	26	10		36	30	10		40	22	2		24	22	5		27	21	3		24
	AST-C	II		10	10		11	11		11		11		8		8		10		10		11		11		6		6
		I		22	22		22	22		21		21		21		21		20		20		21		21		23		23
	Total	**Total**	**87**	**46**	**133**	**74**	**50**	**124**	**72**	**45**		**117**	**72**	**45**		**117**	**59**	**34**		**93**	**56**	**44**		**100**	**59**	**45**		**104**
H. SEAE	AD	IV			0			0	180	79		259	257	76		333	301	79		380	325	87		412	313	92		405
	AST	III			0			0	26	71		97	31	71		102	31	72		103	29	74		103	28	87		115
	AST-C	II			0			0		133		133		141		141		143		143	2	152		154	10	141		151
		I			0			0		30		30		33		33		32		32		32		32		31		31
	Total	**Total**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**206**	**313**		**519**	**288**	**321**		**609**	**332**	**326**		**658**	**356**	**345**		**701**	**351**	**351**		**702**
Total autres Institutions	AD	IV	988	173	1.161	964	188	1.172	1.138	314	295	1.747	1.182	348	456	1.986	1.305	304	406	2.015	1.265	341	323	1.929	1.266	405	318	1.989
	AST	III	1.050	169	1.219	981	155	1.136	1.006	237	793	2.036	954	279	1.121	2.354	1.035	289	966	2.290	956	319	767	2.042	935	369	851	2.155
	AST-C	II		250	250		274	274		445	420	865		482	589	1.071		442	496	938	89	448	394	931	141	465	442	1.048
		I		399	399		408	408		461	193	654		480	224	704		580	203	783		894	161	1.055		1.063	178	1.241
	Total	**Total**	**2.038**	**991**	**3.029**	**1.965**	**1.025**	**2.990**	**2.144**	**1.457**	**1.701**	**5.302**	**2.136**	**1.589**	**2.390**	**6.115**	**2.340**	**1.615**	**2.071**	**6.026**	**2.310**	**2.002**	**1.645**	**5.957**	**2.342**	**2.302**	**1.789**	**6.433**
III. Agences	AD	IV	2.286	431	2.717	2.980	492	3.472	3.382	603		3.985	3.664	685		4.349	3.959	733		4.692	4.107	890		4.997	4.300	1.036		5.336
	AST	III	1.430	591	2.021	1.621	763	2.384	1.710	869		2.579	1.762	948		2.710	1.822	992		2.814	1.848	1.057		2.905	1.801	1.145		2.946
	AST-C	II		604	604		663	663		738		738		776		776		812		812	0	817		817	12	840		852
		I		74	74		74	74		72		72		71		71		74		74		63		63		59		59
	Total	**Total**	**3.716**	**1.700**	**5.416**	**4.601**	**1.992**	**6.593**	**5.092**	**2.282**		**7.374**	**5.426**	**2.480**		**7.906**	**5.781**	**2.611**		**8.392**	**5.955**	**2.827**		**8.782**	**6.113**	**3.080**		**9.193**
Total général	AD	IV	4.076	2.532	6.608	4.624	2.601	7.225	5.082	2.636	295	8.013	5.347	2.664	456	8.467	5.772	2.610	406	8.788	5.887	3.118	323	9.328	6.098	3.585	318	10.001
	AST	III	3.660	1.814	5.474	3.624	1.900	5.524	3.456	2.133	793	6.382	3.261	2.242	1.121	6.624	3.376	2.260	966	6.602	3.251	2.514	767	6.532	3.078	2.713	851	6.642
	AST-C	II		2.977	2.977		3.060	3.060		3.497	420	3.917		3.625	589	4.214		3.620	496	4.116	256	3.804	394	4.454	371	3.753	442	4.566
		I		1.265	1.265		1.321	1.321		1.361	193	1.554		1.390	224	1.614		1.509	203	1.712		1.801	161	1.962		1.953	178	2.131
	Total	**Total**	**7.736**	**8.588**	**16.324**	**8.248**	**8.882**	**17.130**	**8.538**	**9.627**	**1.701**	**19.866**	**8.608**	**9.921**	**2.390**	**20.919**	**9.148**	**9.999**	**2.071**	**21.218**	**9.394**	**11.237**	**1.645**	**22.276**	**9.547**	**12.004**	**1.789**	**23.340**

3.2 Nombre de bénéficiaires d'une allocation chômage en termes absolus et par rapport au nombre d'affiliés : taux de chômage au 31 décembre de l'année

Le tableau 7 présente le nombre de personnes au chômage ayant reçu une allocation de chômage complète ou complémentaire au système national pour le mois de décembre de chaque année.

En combinant les données sur les AT et AC en service au 31 décembre reprises dans le tableau 6 et le nombre de bénéficiaires ayant reçu une allocation de chômage repris dans le tableau 7, il est possible de calculer le ratio entre le nombre de bénéficiaires du Fonds de chômage et le nombre d'affiliés au même fonds. Le résultat est présenté dans le tableau 8.

TABLEAU 7 — **NOMBRE DE BENEFICIAIRES DU FONDS DE CHOMAGE ayant touché une allocation de chômage communautaire en décembre de l'année (2009-2015)**

INSTITUTION	Année Type Grade	Année Type Groupe F	Année Type AP	2009 AT	2009 AC	2009 TOT	2010 AT	2010 AC	2010 TOT	2011 AT	2011 AC	2011 APA	2011 TOT	2012 AT	2012 AC	2012 APA	2012 TOT	2013 AT	2013 AC	2013 APA	2013 TOT	2014 AT	2014 AC	2014 APA	2014 TOT	2015 AT	2015 AC	2015 APA	2015 TOT
	AT	AC		----	----	----	----	----	----	----	----		----	----	----		----	----	----		----	----	----		----	----	----		----
I. Commission européenne	AD	IV		22	153	175	47	116	163	41	140		181	50	96		146	55	100		155	39	38		77	35	48		83
	AST	III		44	73	117	77	84	161	101	91		192	91	84		175	98	75		173	54	31		85	37	29		66
		II			177	177		113	113		127		127		148		148		127		127		53		53		51		51
		I			9	9		3	3		7		7		1		1		1		1		3		3		3		3
	Total			**66**	**412**	**478**	**124**	**316**	**440**	**142**	**365**		**507**	**141**	**329**		**470**	**153**	**303**		**456**	**93**	**125**		**218**	**72**	**131**		**203**
II. Autres Institutions																													
A. Parlement européenn	AD	IV		15	15	30	12	21	33	19	16		35	13	13		26	10	15	12	37	10	17		27	11	10		21
	AST	III	II	23	7	30	54	6	60	16	9	12	37	11	6	10	27	7	9	14	30	27	6	215	248	44	7	99	150
		II	I		28	28	0	14	14	0	20	7	27		12	11	23		23	12	35		18	152	170		9	52	61
		I			2	2	0	5	5	0		5	5			22	22		1		1		4	4	8		1		1
	Total			**38**	**52**	**90**	**66**	**46**	**112**	**35**	**45**	**24**	**104**	**24**	**31**	**43**	**98**	**17**	**48**	**38**	**103**	**37**	**45**	**371**	**453**	**55**	**27**	**151**	**233**
B. Médiateur européenn	AD	IV		0	0	0	1	0	1	2	0		2	2			2	1			1	1			1				0
	AST	III		1	0	1	1	0	1	0	0		0				0				0				0				0
		II		0	0	0	0	0	0	0	0		0				0				0				0				0
		I		0	0	0	0	0	0	0	0		0				0				0				0				0
	Total			**1**	**0**	**1**	**2**	**0**	**2**	**2**	**0**		**2**	**2**	**0**		**2**	**1**	**0**		**1**	**1**	**0**		**1**	**0**	**0**		**0**
C. Conseil des Ministres	AD	IV		1	2	3	2	1	3	10	1		11	9	1		10	3	2		5	5	3		8	6	2		8
	AST	III		1	0	1	9	0	9	2	2		4	3			3	2	1		3	4	1		5	7	2		9
		II		0	0	0	0	0	0				0				0		4		4		2		2		1		1
		I		0	0	0	0	0	0				0		2		2		2		2				0		1		1
	Total			**2**	**2**	**4**	**11**	**1**	**12**	**12**	**3**		**15**	**12**	**3**		**15**	**5**	**9**		**14**	**9**	**6**		**15**	**13**	**6**		**19**
D. Cour de Justice	AD	IV		5	2	7	11	1	12	14	1		15	8	2		10	7			7	14			14	6	1		7
	AST	III		9	0	9	10	1	11	8	2		10	10	2		12	9	3		12	17			17	10	1		11
		II		0	1	1	0	0	0		1		1		2		2				0		1		1		2		2
		I		0	0	0	0	1	1				0				0				0				0		1		1
	Total			**14**	**3**	**17**	**21**	**3**	**24**	**22**	**4**		**26**	**18**	**6**		**24**	**16**	**3**		**19**	**31**	**1**		**32**	**16**	**5**		**21**
E. Cour des Comptes	AD	IV		4	1	5	1	0	1	1	1		2				0	2			2	2			2	1			1
	AST	III		0	0	0	3	0	3	2	1		3				0	1			1	1			1				0
		II		0	4	4	0	3	3				0				0		4		4		1		1				0
		I		0	0	0	0	1	1				0				0				0				0				0
	Total			**4**	**5**	**9**	**4**	**4**	**8**	**3**	**2**		**5**	**0**	**0**		**0**	**3**	**4**		**7**	**3**	**1**		**4**	**1**	**0**		**1**
F. Comité Economique et Social	AD	IV		11	0	11	10	0	10	5			5	3			3	2			2	2	1		3	3	1		4
	AST	III		3	0	3	7	1	8	3			3	6			6	7			7	3			3	2	2		4
		II		0	1	1	0	2	2		1		1		2		2		3		3		2		2		1		1
		I		0	0	0	0	0	0				0		1		1				0				0				0
	Total			**14**	**1**	**15**	**17**	**3**	**20**	**8**	**1**		**9**	**9**	**3**		**12**	**9**	**3**		**12**	**5**	**3**		**8**	**5**	**4**		**9**
G. Comité des Régions	AD	IV		11	1	12	7	1	8	7			7	6	1		7	4			4				0				0
	AST	III		1	0	1	9	0	9	7	2		9	2			2	5	2		7	1			1	2	1		3
		II		0	0	0	0	0	0		2		2		4		4		1		1		1		1		1		1
		I		0	0	0	0	0	0				0		1		1				0				0				0
	Total			**12**	**1**	**13**	**16**	**1**	**17**	**14**	**4**		**18**	**8**	**6**		**14**	**9**	**3**		**12**	**1**	**1**		**2**	**2**	**2**		**4**
H. SEAE	AD	IV											0		1		1		1		1	1			1				3
	AST	III											0		1		1		2		2		5		5		1		1
		II									1		1		1		1		2		2		3		3		5		5
		I											0				0				0				0				0
	Total									**0**	**1**		**1**	**0**	**3**		**3**	**0**	**5**		**5**	**1**	**8**		**9**	**3**	**6**		**9**
Total autres Institutions	AD	IV		47	21	68	44	24	68	58	19	0	77	41	18	0	59	29	18	12	59	35	21	0	56	30	14	0	44
	AST	III		38	7	45	93	8	101	38	16	12	66	32	9	10	51	31	17	14	62	53	12	215	280	65	14	99	178
		II			34	34		19	19	0	25	7	32	0	21	11	32	0	37	12	49	0	28	152	180	0	19	52	71
		I			2	2		7	7	0	0	5	5	0	4	22	26	0	3	0	3	0	4	4	8	0	3	0	3
	Total			**85**	**64**	**149**	**137**	**58**	**195**	**96**	**60**	**24**	**180**	**73**	**52**	**43**	**168**	**60**	**75**	**38**	**173**	**88**	**65**	**371**	**524**	**95**	**50**	**151**	**296**
III. Agences	AD	IV		27	1	28	25	3	28	23	5		28	24	5		29	52	8		60	65	12		77	67	15		82
	AST	III		20	5	25	26	6	32	27	2		29	27	6		33	39	13		52	52	9		61	43	7		50
		II		0	20	20	0	15	15		7		7		1		1		13		13		5		5		16		16
		I		0	1	1	0	0	0		1		1		1		1				0		1		1		1		1
	Total			**47**	**27**	**74**	**51**	**24**	**75**	**50**	**15**		**65**	**51**	**13**		**64**	**91**	**34**		**125**	**117**	**27**		**144**	**110**	**39**		**149**
Total général	AD	IV		96	175	271	116	143	259	122	164	0	286	115	119	0	234	136	126	12	274	139	71	0	210	132	77	0	209
	AST	III		102	85	187	196	98	294	166	109	12	287	150	99	10	259	168	105	14	287	159	52	215	426	145	50	99	294
		II			231	231		147	147		159	7	166		170	11	181		177	12	189		86	152	238		86	52	138
		I			12	12		10	10		8	5	13		6	22	28		4	0	4		8	4	12		7	0	7
	Total			**198**	**503**	**701**	**312**	**398**	**710**	**288**	**440**	**24**	**752**	**265**	**394**	**43**	**702**	**304**	**412**	**38**	**754**	**298**	**217**	**371**	**886**	**277**	**220**	**151**	**648**

TABLEAU 8 — TAUX DE CHOMAGE COMMUNAUTAIRE

% de bénéficiaires d'une allocation de chômage par rapport aux contribuables en décembre de l'année (2009-2015)

INSTITUTION	2009		2010		2011		2012		2013		2014			2015		
	AT	AC	AT	AC	AT	AC	AT	AC	AT	AC	AT	AC	AP	AT	AC	AP
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Commission européenne	3,3	7,0	7,4	5,4	10,9	6,2	13,5	5,6	14,9	5,2	8,2	2,0	0,0	6,6	2,0	0,0
Parlement européen	4,0	8,2	7,0	7,1	3,7	6,2	2,6	3,7	1,6	5,7	3,8	3,8	22,6	5,4	1,9	8,4
Médiateur européen	2,1	0,0	4,3	0,0	4,3	0,0	4,5	0,0	3,4	0,0	3,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Conseil des Ministres	1,2	2,3	7,1	0,8	11,5	2,1	15,0	1,7	5,0	5,3	7,0	3,4	0,0	12,7	2,9	0,0
Cour de Justice	2,4	2,9	3,7	2,7	3,8	3,5	3,3	5,1	2,7	2,3	5,4	0,7	0,0	2,6	3,2	0,0
Cour des Comptes	4,3	8,2	3,8	8,2	2,7	3,5	0,0	0,0	2,7	6,8	2,5	1,6	0,0	0,8	0,0	0,0
Comité Economique et Social	14,6	2,0	22,1	7,1	9,5	1,9	11,3	7,5	15,0	7,1	6,8	7,1	0,0	8,3	9,1	0,0
Comité des Régions	13,8	2,2	21,6	2,0	19,4	8,9	11,1	13,3	15,3	8,8	1,8	2,3	0,0	3,4	4,4	0,0
SEAE					0,0	0,3	0,0	0,9	0,0	1,5	0,3	2,3	0,0	0,9	1,7	0,0
Agences	1,3	1,6	1,1	1,2	1,0	0,7	0,9	0,5	1,6	1,3	2,0	1,0	0,0	1,8	1,3	0,0
TOTAL	**2,56**	**5,86**	**3,78**	**4,48**	**3,37**	**4,57**	**3,08**	**3,97**	**3,32**	**4,12**	**3,17**	**1,93**	**22,55**	**2,90**	**1,83**	**8,44**

AGENTS TEMPORAIRES / AGENTS CONTRACTUELS / ASSISTANTS PARLEMENTAIRES

COMPARAISON POPULATION EN ACTIVITE - POPULATION AU CHOMAGE (au 31/12 de l'année indiquée)

INSTITUTION	2009						2010						2011						2012						2013						2014									2015								
	Agents temporaires			Agents contractuels			Agents temporaires			Agents contractuels			Agents temporaires			Agents contractuels			Agents temporaires			Agents contractuels			Agents temporaires			Agents contractuels			Agents temporaires			Agents contractuels			Assistants Parlementaires			Agents temporaires			Agents contractuels			ssistants Parlementaire		
	Act.	Chôm.	Chôm.	Act.	Chôm.	Chôm.	Act.	Chôm.	Chôm.	Act.	Chôm.	Chôm.	Act.	Chôm.	Chôm.	Act.	Chôm.	Chôm.	Act.	Chôm.	Chôm.	Act.	Chôm.	Chôm.	Act.	Chôm.	Chôm.	Act.	Chôm.	Chôm.	Act.	Chôm.	Chôm.	Act.	Chôm.	Chôm.	Act.	Chôm.	Chôm.	Act.	Chôm.	Chôm.	Act.	Chôm.	Chôm.	Act.	Chôm.	Chôm.
	Nbre	Nbre	%	Nbre	Nbre	%	Nbre	Nbre	%	Nbre	Nbre	%	Nbre	Nbre	%	Nbre	Nbre	%	Nbre	Nbre	%	Nbre	Nbre	%	Nbre	Nbre	%	Nbre	Nbre	%	Nbre	Nbre	%	Nbre	Nbre	%	Nbre	Nbre	%	Nbre	Nbre	%	Nbre	Nbre	%	Nbre	Nbre	%
Commission européenne	1.982	66	3,33	5.897	412	6,99	1.682	124	7,37	5.865	316	5,39	1.302	142	10,91	5.888	365	6,20	1.046	141	13,48	5.852	329	5,62	1.027	153	14,90	5.773	303	5,25	1.129	93	8,24	6.408	125	1,95			0,00	1.092	72	6,59	6.622	131	1,98			0,00
Parlement européen	961	38	3,95	637	52	8,16	939	66	7,03	645	46	7,13	935	35	3,74	724	45	6,22	923	24	2,60	827	31	3,75	1.065	17	1,60	842	48	5,70	977	37	3,79	1.186	45	3,79	1.645	371	22,55	1.013	55	5,43	1.427	27	1,89	1.789	151	8,44
Médiateur européen	48	1	2,08	5	0	0,00	47	2	4,26	6	0	0,00	46	2	4,35	4	0	0,00	44	2	4,55	7	0	0,00	29	1	3,45	8	0	0,00	27	1	3,70	8	0	0,00			0,00	24		0,00	10		0,00			0,00
Conseil des Ministres	164	2	1,22	87	2	2,30	156	11	7,05	120	1	0,83	104	12	11,54	146	3	2,05	80	12	15,00	173	3	1,73	101	5	4,95	171	9	5,26	129	9	6,98	178	6	3,37			0,00	102	13	12,75	208	6	2,88			0,00
Cour de Justice	590	14	2,37	105	3	2,86	568	21	3,70	113	3	2,65	586	22	3,75	114	4	3,51	545	18	3,30	117	6	5,13	583	16	2,74	133	3	2,26	573	31	5,41	137	1	0,73			0,00	610	16	2,62	154	5	3,25			0,00
Cour des Comptes	92	4	4,35	61	5	8,20	104	4	3,85	49	4	8,16	111	3	2,70	57	2	3,51	104	0	0,00	59	0	0,00	111	3	2,70	59	4	6,78	118	3	2,54	62	1	1,61			0,00	123	1	0,81	63	0	0,00			0,00
Comité Economique et Social	96	14	14,58	50	1	2,00	77	17	22,08	42	3	7,14	84	8	9,52	54	1	1,85	80	9	11,25	40	3	7,50	60	9	15,00	42	3	7,14	74	5	6,76	42	3	7,14			0,00	60	5	8,33	44	4	9,09			0,00
Comité des Régions	87	12	13,79	46	1	2,17	74	16	21,62	50	1	2,00	72	14	19,44	45	4	8,89	72	8	11,11	45	6	13,33	59	9	15,25	34	3	8,82	56	1	1,79	44	1	2,27			0,00	59	2	3,39	45	2	4,44			0,00
SEAE													206	0	0,00	313	1	0,32	288	0	0,00	321	3	0,93	332	0	0,00	326	5	1,53	356	1	0,28	345	8	2,32			0,00	351	3	0,85	351	6	1,71			0,00
Agences	3.716	47	1,26	1.700	27	1,59	4.601	51	1,11	1.992	24	1,20	5.092	50	0,98	2.282	15	0,66	5.426	51	0,94	2.480	13	0,52	5.781	91	1,57	2.611	34	1,30	5.955	117	1,96	2.827	27	0,96			0,00	6.113	110	1,80	3.080	39	1,27			0,00
TOTAUX GEN.	7.736	198	2,56	8.588	503	5,86	8.248	312	3,78	8.882	398	4,48	8.538	288	3,37	9.627	440	4,57	8.608	265	3,08	9.921	394	3,97	9.148	304	3,32	9.999	412	4,12	9.394	298	3,17	11.237	217	1,93	1.645	371	22,55	9.547	277	2,90	12.004	220	1,83	1.789	151	8,44

Pour ce qui concerne les agents temporaires, leur nombre est en légère augmentation avec néanmoins une diminution significative pour la Commission. L'effet de cette diminution est contrebalancé en raison d'une forte augmentation de leur nombre dans les agences. Le pourcentage d'allocataires par rapport aux affiliés reste constant.

Quant aux agents contractuels, leur nombre est en augmentation constante, plus particulièrement dans les agences et au Parlement européen. Le pourcentage de bénéficiaires par rapport aux affiliés est en forte diminution. Cette diminution est liée à la prolongation possible de 3 à 6 ans des contrats conclus entre 2010 et 2013.

En 2014, on remarque aussi un nombre élevé d'anciens APA bénéficiant de l'allocation, 2014 étant une année de fin de législature du Parlement.

Nombre d'allocations de chômage mensuelles, montant moyen, bénéficiaires et pays de résidence de ces derniers

Une allocation de chômage peut être versée pendant plusieurs mois. Le tableau 9 présente le nombre d'allocations de chômage mensuelles versées par année.

TABLEAU 9 **NOMBRE D'ALLOCATIONS MENSUELLES PAYEES (2009-2015)**

A. Nombre de prestations (=mensualités) calculées

Année	2010						2011					2012					2013					2014					2015				
Institution	Nbre AT	Nbre AC	Nbre AT	Nbre AC	Tot.	%	Nbre AT	Nbre AC	Nbre APA	Tot.	%	Nbre AT	Nbre AC	Nbre APA	Tot.	%	Nbre AT	Nbre AC	Nbre APA	Tot.	%	Nbre AT	Nbre AC	Nbre APA	Tot.	%	Nbre AT	Nbre AC	Nbre APA	Tot.	%
Régime	Ancien	initial	Nouveau		-----	-----	Nouveau			-----	-----	Nouveau			-----	-----	Nouveau			-----	-----	Nouveau			-----	-----	Nouveau			-----	-----
1. Commission européenne	0	0	1417	4157	5.574	63,25	1747	4541		6.288	65,38	1.910	5.013		6.923	67,89	1.968	4.284		6.252	61,43	1.472	2.174		3.646	35,49	1.118	1.616		2.734	28,25
2. Parlement européen	0	0	855	590	1.445	16,40	514	526	285	1.325	13,78	399	492	498	1.389	13,62	251	570	624	1.445	14,20	283	687	3126	4.096	39,87	500	500	3030	4.030	41,65
3. Médiateur européen	0	0	13	0	13	0,15	17	4		21	0,22	28	2		30	0,29	18	0		18	0,18	12	4		16	0,16	9			9	0,09
4. Conseil des Ministres	0	0	93	10	103	1,17	196	14		210	2,18	162	49		211	2,07	100	124		224	2,20	75	62		137	1,33	222	55		277	2,86
5. Cour de Justice	0	0	198	37	235	2,67	296	35		331	3,44	302	56		358	3,51	254	61		315	3,10	269	45		314	3,06	301	36		337	3,48
6. Cour des Comptes	0	0	44	77	121	1,37	69	47		116	1,21	26	24		50	0,49	47	40		87	0,85	56	41		97	0,94	24	18		42	0,43
7. Comité Economique et Social	0	0	173	36	209	2,37	123	29		152	1,58	125	47		172	1,69	132	36		168	1,65	70	71		141	1,37	88	65		153	1,58
8. Comité des Régions	0	0	162	10	172	1,95	178	17		195	2,03	100	78		178	1,75	120	75		195	1,92	55	29		84	0,82	28	31		59	0,61
9. SEAE							2	8		10	0,10	6	30		36	0,35	0	70		70	0,69	5	92		97	0,94	26	104		130	1,34
10. Agences	4	0	640	297	941	10,68	747	223		970	10,09	614	237		851	8,34	1.005	398		1.403	13,79	1.225	421		1.646	16,02	1.412	494		1.906	19,70
Totaux	4	0	3595	5214	8.813	100,00	3889	5444	285	9.618	100,00	3672	6028	498	10.198	100,00	3895	5658	624	10.177	100,00	3522	3626	3126	10.274	100,00	3728	2919	3030	9.677	100,00

Les dépenses totales annuelles par type de bénéficiaire (AT de l'ancien système, AT du nouveau système et AC) divisées par le nombre de mensualités versées, donne le montant moyen de l'allocation de chômage par catégorie de bénéficiaires. Le tableau 10 présente ce résultat. Il est à noter qu'une allocation liée à un mois déterminé peut être complète ou ne représenter qu'une fraction au prorata du nombre de jours pendant lesquels la personne a été effectivement au chômage.

TABLEAU 10 — **MONTANT MOYEN DES ALLOCATIONS MENSUELLES PAYEES (2009-2015)**

REGIME	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
AT Ancien régime							
Total des mensualités	85	4	0	0	0	0	0
Total Dépenses	154.890,98	6.202,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Montant moyen d'une mensualité	**1.822,25**	**1.550,61**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
AT Nouveau régime							
Total des mensualités	2149	3595	3887	3672	3895	3522	3728
Total Dépenses	6.070.615,98	9.057.334,64	9.018.545,44	8.570.440,40	9.772.070,30	10.730.707,55	11.465.825,45
Montant moyen d'une mensualité	**2.824,86**	**2.519,43**	**2.320,18**	**2.334,00**	**2.508,88**	**3.046,77**	**3.075,60**
AC							
Total des mensualités	6628	5214	5436	6028	5658	3626	2919
Total Dépenses	11.317.088,45	9.114.616,53	8.713.157,18	9.508.067,81	8.884.417,04	6.741.009,90	5.565.791,68
Montant moyen d'une mensualité	**1.707,47**	**1.748,10**	**1.602,86**	**1.577,32**	**1.570,24**	**1.859,08**	**1.906,75**
Total AT et AC							
Total des mensualités	8.862	8.813	9.323	9.700	9.553	7.148	6.647
Total Dépenses	17.542.595	18.178.154	17.731.703	18.078.508	18.656.487	17.471.717	17.031.617
Montant moyen d'une mensualité	**1.979,53**	**2.062,65**	**1.901,93**	**1.863,76**	**1.952,95**	**2.444,28**	**2.562,30**
APA							
Total des mensualités	0	0	285	498	624	3126	3030
Total Dépenses	0,00	0,00	597.275,49	1.025.944,41	1.232.310,50	9.059.105,51	7.651.236,02
Montant moyen d'une mensualité	**0,00**	**0,00**	**2.095,70**	**2.060,13**	**1.974,86**	**2.897,99**	**2.525,16**
Total AT AC APA							
Total des mensualités	8.862	8.813	9.608	10.198	10.177	10.274	9.677
Total Dépenses	17.542.595	18.178.154	18.328.978	19.104.453	19.888.798	26.530.823	24.682.853
Montant moyen d'une mensualité	**1.979,53**	**2.062,65**	**1.907,68**	**1.873,35**	**1.954,29**	**2.582,33**	**2.550,67**

L'allocation mensuelle moyenne est en augmentation entre 2009 et 2010 ; elle passe de 1.980 euro à 2.063 euro. La tendance à l'augmentation s'inverse en 2011 et se poursuit en 2012 en atteignant un montant plancher de 1.908 euro. Dès 2013, la tendance s'inverse à nouveau pour atteindre en 2015 2.551 euro avec un pic en 2014 de 2.582 euro. Si l'on considère uniquement les AC et AT, l'allocation mensuelle moyenne s'élève à 2.562,30 euro en 2015.

On remarque que les montants moyens payés pour les APA sont également en forte augmentation en 2014, de près de 50 % par rapport à 2013, avec 2.897,99 euro. L'allocation mensuelle moyenne diminue nettement en 2015 pour atteindre 2.550,67 euro.

Les quatre éléments les plus importants de ce tableau sont :

- l'augmentation du montant mensuel moyen payé aux AT et AC entre 2013 et 2015 : + 31 % ;
- l'augmentation du montant mensuel moyen payé aux APA entre 2013 et 2015 : + 28 % ;
- l'augmentation des mensualités payées aux APA entre 2013 et 2015 : + 385 % ;
- le poids des dépenses pour les APA dans les dépenses totales entre 2013 et 2015 : de 6 % à 31 %.

Le tableau 11 présente la durée moyenne en mois du bénéfice à l'allocation de chômage. Cette durée est calculée en cumulant le nombre total des jours payés jusqu'au 31 décembre de l'année indiquée et en divisant ce total par le nombre de bénéficiaire à l'allocation de chômage. Le résultat ainsi obtenu est divisé par 30 pour obtenir la durée moyenne en mois du bénéfice à l'allocation de chômage.

TABLEAU 11 **DUREE DE LA PERIODE INDEMNISEE EN MOIS : AC-AT-APA**

Institution / Année	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
1. Commission européenne	7,0	7,4	6,9	7,0	7,5	9,5	8,6
2. Parlement européen	5,4	7,0	7,4	6,7	6,7	5,3	10,5
3. Médiateur européen	6,9	7,5	5,6	9,5	30,0	20,0	4,2
4. Conseil des Ministres	7,2	5,2	8,8	10,7	9,0	8,6	6,8
5. Cour de Justice	7,7	7,6	7,5	6,9	8,7	8,9	9,2
6. Cour des Comptes	5,1	8,6	11,5	10,3	7,2	9,3	9,4
7. Comité Economique et Social	7,0	7,1	10,6	8,0	8,2	9,2	7,1
8. Comité des Régions	4,7	6,8	8,2	6,9	9,9	9,5	10,2
9. SEAE			2,6	4,4	7,5	7,0	11,3
10. Agences	8,2	9,4	10,7	8,4	8,7	10,8	12,3
11. Moyenne	**6,9**	**7,6**	**7,5**	**7,2**	**7,7**	**7,8**	**10,0**

Il est constaté que la durée moyenne en mois du bénéfice à l'allocation de chômage passe de 6,9 mois pour 2009 à 10 mois pour 2015. Ceci représente une augmentation de la durée d'indemnisation de 45 %. Cette augmentation est principalement due à l'impact des APA.

Cependant, le nombre de bénéficiaires qui ont perçu une allocation au moins pendant un mois de l'année a légèrement diminué de 7,6 % entre 2009 et 2015 (de 701 à 648, voir tableau 7).

Les tableaux suivants représentent la durée de la période indemnisée par population (AC/AT et APA).

AC/AT :

TABLEAU 11	DUREE DE LA PERIODE INDEMNISEE DEPUIS 2011 EN MOIS : AC-AT				
Institution / Année	2011	2012	2013	2014	2015
1. Commission européenne	6,9	7,0	7,5	9,5	8,6
2. Parlement européen	8,8	8,0	7,1	6,7	8,7
3. Médiateur européen	5,6	9,5	30,0	20,0	4,2
4. Conseil des Ministres	8,8	10,7	9,0	8,6	6,8
5. Cour de Justice	7,5	6,9	8,7	8,9	9,2
6. Cour des Comptes	11,5	10,3	7,2	9,3	9,4
7. Comité Econ. et Social	10,6	8,0	8,2	9,2	7,1
8. Comité des Régions	8,2	6,9	9,9	9,5	10,2
9. SEAE	2,6	4,5	7,5	7,0	11,3
10. Agences	10,6	8,4	8,6	10,8	12,3
11. Moyenne	**7,6**	**7,3**	**7,8**	**9,2**	**9,5**

APA :

TABLEAU 11	DUREE DE LA PERIODE INDEMNISEE DEPUIS 2011 EN MOIS : APA				
Institution / Année	2011	2012	2013	2014	2015
2. Parlement européen	4,0	4,8	6,0	4,9	11,1

On remarque que si la part relative aux dépenses induites par les APA par rapport aux dépenses globales est élevée en 2015 (31 %) cela est dû tant à un effet de nombre qu'au niveau élevé du montant moyen de l'allocation mensuelle versée à cette population. La durée moyenne de la période indemnisée pour les APA augmente substantiellement en 2015 et est plus importante que la période moyenne d'indemnisation des AC/AT. Cela est la conséquence directe de l'augmentation substantielle du nombre d'APA bénéficiant de l'allocation de chômage, elle-même engendrée par le renouvellement du Parlement européen à la fin de l'année 2014.

Eu égard au principe de complémentarité du régime d'assurance contre le chômage, le pays de résidence de la personne bénéficiant d'une allocation de chômage a son importance notamment compte tenu des critères d'éligibilité à une allocation nationale très différents d'un État membre à l'autre.

Le tableau 12 présente le nombre de bénéficiaires qui ont reçu au moins une allocation mensuelle pendant l'année, par pays de résidence.

TABLEAU 12 **PAYS DE RESIDENCE DES BENEFICAIRES D' UNE ALLOCATION DE CHOMAGE COMMUNAUTAIRE**

PAYS	2009		2010		2011		2012		2013		2014		2015	
	Nbr	%	Nbr	%	Nbr	%	Nbr	%	Nbr	%	Nbr	%	Nbr	%
BE	754	45,75	824	47,91	969	54,16	1.105	55,58	1.072	55,20	951	48,87	702	44,04
LU	66	4,00	94	5,47	94	5,25	108	5,43	115	5,92	79	4,06	58	3,64
IT	289	17,54	221	12,85	149	8,33	142	7,14	94	4,84	88	4,52	76	4,77
FR	124	7,52	126	7,33	127	7,10	114	5,73	93	4,79	93	4,78	89	5,58
ES	73	4,43	87	5,06	80	4,47	60	3,02	59	3,04	54	2,77	51	3,20
DE	41	2,49	53	3,08	57	3,19	64	3,22	59	3,04	97	4,98	80	5,02
UK	19	1,15	23	1,34	25	1,40	33	1,66	43	2,21	52	2,67	43	2,70
NL	26	1,58	13	0,76	16	0,89	34	1,71	41	2,11	53	2,72	52	3,26
BG	15	0,91	23	1,34	23	1,29	25	1,26	33	1,70	35	1,80	25	1,57
HU	11	0,67	22	1,28	24	1,34	29	1,46	31	1,60	43	2,21	34	2,13
RO	20	1,21	14	0,81	15	0,84	23	1,16	29	1,49	21	1,08	14	0,88
SL	28	1,70	25	1,45	27	1,51	31	1,56	29	1,49	19	0,98	18	1,13
LV	13	0,79	17	0,99	23	1,29	21	1,06	23	1,18	23	1,18	25	1,57
LT	21	1,27	18	1,05	18	1,01	25	1,26	28	1,44	29	1,49	24	1,51
FI	7	0,42	10	0,58	9	0,50	12	0,60	21	1,08	29	1,49	27	1,69
EE	7	0,42	11	0,64	17	0,95	18	0,91	19	0,98	19	0,98	12	0,75
PL	16	0,97	21	1,22	22	1,23	39	1,96	37	1,91	53	2,72	44	2,76
PT	13	0,79	15	0,87	11	0,61	23	1,16	17	0,88	24	1,23	22	1,38
CZ	14	0,85	15	0,87	18	1,01	13	0,65	16	0,82	29	1,49	31	1,94
SK	10	0,61	18	1,05	18	1,01	18	0,91	14	0,72	24	1,23	21	1,32
SE	9	0,55	5	0,29	3	0,17	9	0,45	14	0,72	25	1,28	28	1,76
IE	6	0,36	10	0,58	9	0,50	5	0,25	12	0,62	13	0,67	12	0,75
AT	11	0,67	6	0,35	10	0,56	9	0,45	8	0,41	12	0,62	11	0,69
EL	47	2,85	35	2,03	17	0,95	15	0,75	14	0,72	27	1,39	28	1,76
MT	3	0,18	4	0,23	1	0,06	3	0,15	6	0,31	7	0,36	6	0,38
CY	5	0,30	10	0,58	7	0,39	8	0,40	5	0,26	5	0,26	8	0,50
HR									3	0,15	30	1,54	42	2,63
DK	4	0,24	8	0,47	5	0,28	2	0,10	2	0,10	10	0,51	5	0,31
CH							1	0,05	5	0,26	2	0,10	5	0,31
UkR													1	0,06
TOTAL	**1.648**	**100,00**	**1.720**	**100,00**	**1.789**	**100,00**	**1.988**	**100,00**	**1.942**	**100,00**	**1.946**	**100,00**	**1.594**	**100,00**

Ce tableau sur les lieux de résidence des bénéficiaires montre qu'en 2015 plus de 44 % d'entre eux étaient enregistrés comme demandeurs d'emploi en Belgique.

4 CONCLUSIONS

4.1 Période 2009-2015

Ce rapport montre que, depuis 2008, le Fonds de chômage présente un déficit annuel persistant. Celui-ci a été particulièrement important déjà en 2009 avec 4,2 millions d'euro. Il a ensuite progressivement diminué pour atteindre 1 million d'euro en 2013.

En 2014, l'état du Fonds de chômage s'est fortement détérioré, en atteignant un déficit dépassant 4,8 millions d'euro. Le déficit s'est quelque peu contracté en 2015 en atteignant 3 millions d'euro.

Suite à ces déficits successifs sur la période 2009-2015 le surplus cumulé (i.e. réserve + résultat annuel) au 31 décembre 2015 ne s'élevait plus qu'à 2 millions d'euro, alors qu'il était de 16,15 millions d'euro au 1er janvier 2009.

4.2 Évolution du Fonds de chômage à court et moyen terme :

Le niveau élevé de la dépense en 2015 a contribué à l'épuisement de la réserve.

Toutefois, il est attendu que l'année 2016 se révèle excédentaire à la faveur d'une forte diminution des bénéficiaires de la catégorie APA (également en 2017 et 2018) et de l'effet modérateur persistant de l'allongement à 6 ans de la durée maximale des contrats d'engagement des AC visés à l'article 3 ter du RAA. Ceci pourrait permettre de reconstituer une réserve importante.

En tout état de causes la situation à moyen terme est très incertaine, voire préoccupante, en raison des facteurs de risque suivants :

1. La très substantielle augmentation, de plus de 30 %, de l'allocation mensuelle moyenne payée en 2015 par rapport à 2013 ;
2. L'augmentation substantielle, attendue à partir de 2017, du nombre de bénéficiaires AC arrivant au bout de la nouvelle durée maximale de contrats de 6 ans ;
3. La poursuite éventuelle de l'augmentation soutenue depuis 2013 de bénéficiaires AT provenant des agences ;
4. Un nouveau pic de dépense à anticiper en 2019-2020 lié à la fin de la législature 2014-2019 du Parlement européen ;
5. En outre, il faut relever que l'introduction des assistants parlementaires accrédités en 2009 n'avait pas été accompagnée d'une augmentation de la contribution similaire à celle opérée en 2004 lors de l'introduction des agents contractuels. Sur la période 2011-2015, la balance nette entre les contributions et les bénéfices versés pour la catégorie APA est pourtant déficitaire d'environ 11,4 millions d'euros.

Les points soulevés ci-dessus amènent la Commission à envisager, dans un premier temps, une augmentation limitée (environ 0.1% du salaire de base, en prenant notamment en compte le solde cumulé des exercices annuels du fonds sur la période étudiée dans le présent rapport) des contributions au financement du régime d'assurance contre le chômage par la voie d'un acte délégué, conformément à l'article 28 bis, paragraphe 11, et à l'article 96, paragraphe 11 du RAA, afin d'en assurer l'équilibre financier.

De plus, la Commission mettra en place un groupe de travail afin d'assurer, dans un second temps, un suivi régulier de la situation financière du régime.